

La guerre et la santé de l'État

Marianne Enckell

ON L'A VU RÉCEMMENT, LE CHEF DE L'ÉTAT ACQUIERT SA VRAIE stature, sa vraie carrure en devenant chef de guerre. La décision du président François Hollande d'envoyer l'armée au Mali, en janvier 2013, a été saluée par la quasi-totalité de la classe politique, ainsi que par la presse étrangère : « En un week-end, le président français a gagné ses galons de leader », écrivait *Le Temps* de Genève. « Durant près d'un an, le président français a mené sa politique comme un homme de parti et il a négligé ses responsabilités internationales. Mais ces derniers jours ont été porteurs de bonnes nouvelles : François Hollande est enfin sorti de son sommeil. Il a ordonné l'intervention au Mali et il a entrepris de séduire les eurodéputés en prononçant un discours juste au moment où s'ouvre le sommet européen sur le budget. [...] Cet homme est le président de tout le monde. Chacun se retrouve en lui », juge la *Süddeutsche Zeitung*¹.

1. 8 février 2013, citée par *Courrier international*.

98 • LA GUERRE ET LA SANTÉ DE L'ÉTAT

Chef d'une guerre qui ne dit pas son nom, puisque l'armée n'a fait qu'« intervenir » ? Les intellectuels ont une belle occasion de gloser : il ne s'agit pas d'une guerre entre un État et un autre, l'intervention était nécessaire, l'intérêt national est en jeu... Il ne s'agit même pas de l'exercice d'un « droit d'ingérence humanitaire ». Certains se demandent si la guerre est encore un concept fécond dans l'ère post-moderne, et préfèrent parler de conflits armés, d'« états de violence ». Mais il s'agit bien d'une guerre menée par des États, qui coopèrent contre un ennemi commun (nommé, identifié, stigmatisé) – et pour leurs intérêts économiques et impérialistes. Le directeur de l'Institut supérieur de l'armement et de la défense l'exprime crûment :

Cette guerre nécessaire n'est pas pour autant une guerre juste. C'est même le piège qu'il convient d'éviter alors que le moralisme ambiant impose d'avancer masqué derrière la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. [...] Cette guerre n'est donc pas juste parce que la France combattrait un ennemi de la civilisation ; elle est seulement nécessaire pour défendre les intérêts français.²

Ailleurs dans ce numéro de *Réfractations*, il est dit que l'État est difficile à définir, à identifier, à toucher. La même ombre recouvre les guerres : on y voit des armées, des officiers, des diplomates ; on y voit des villages touchés, des morts civils, des amputés ; on y entend le bruit des balles et le bruit feutré des antichambres, on y respire le soufre. Et les États qui les ont déclenchées sont généralement les autres, les ennemis, les barbares. Les hommes sont envoyés défendre la « patrie », quand c'est l'État qu'ils doivent protéger.

LA SANTÉ DE L'ÉTAT, C'EST LA GUERRE

2. Jean-Jacques Roche, *Le Monde*, 24 janvier 2013.

3. Son petit livre inachevé a récemment été publié en français : *La santé de l'État, c'est la guerre*, préface de Jean Bricmont, Le passager clandestin, 2012.

En 1916, un jeune écrivain américain s'opposait à tout un courant progressiste qui soutenait l'entrée en guerre des États-Unis sous couvert de défendre la démocratie dans le monde. Randolph Bourne argumentait de façon simple et claire : la santé de l'État, c'est la guerre³.

Ce n'est que quand l'État est en guerre que la société moderne présente cette unité de sentiment, cette dévotion patriotique spontanée et

dépourvue d'esprit critique, cette coopération des services qui ont toujours été l'idéal des amoureux de l'État.

« Avec le choc de la guerre, l'État montre à nouveau de quoi il est capable », écrivait encore Randolph Bourne : il prend une décision sans mandat spécifique, sans consulter le peuple ni ses représentants. Il se révèle alors comme « le dépositaire de la force, le déterminant de la loi, l'arbitre de la justice ». Et, ajoute-t-il,



la guerre met en mouvement dans l'ensemble de la société ces forces irrésistibles en faveur de l'uniformité, de la coopération avec le gouvernement, pour contraindre à l'obéissance les groupes minoritaires et les individus auxquels le sens général du troupeau fait défaut [...].

Contraindre à l'obéissance et au sens du troupeau. Un demi-siècle avant Bourne, Tolstoï écrivait dans *La Guerre et la paix*⁴ :

Du général au soldat, chacun s'avouait qu'il n'était qu'un grain de sable dans cet océan humain, tout en ayant conscience de sa puissance comme partie constitutive de ce grandiose ensemble.

L'histoire que raconte Tolstoï se passe pendant les guerres napoléoniennes, qui selon Marx⁵ auraient bien réussi à flouer les petits paysans – ou à révéler leur vraie culture :

L'« idée napoléonienne » essentielle, c'est [...] la prépondérance de l'armée. L'armée était le point d'honneur des paysans parcellaires, qui s'étaient eux-mêmes transformés en héros, défendant la nouvelle forme de propriété à l'extérieur, magnifiant leur nationalité nouvellement acquise, pillant et révolutionnant le monde. L'uniforme était leur propre costume d'État, la guerre, leur poésie, la parcelle prolongée et arrondie en imagination, la patrie et le patriotisme, la forme idéale du sentiment de propriété [...].

Une poésie, la guerre ? C'était l'époque où les sergents recruteurs tiraient au sort les futurs soldats, qui partaient pour de longues années ; les chansons n'exaltent guère l'uniforme mais les

4. Dans la traduction d'Henri Mongault, Gallimard, 1947.

5. *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte* [1852], Editions sociales, 1962.

100 • LA GUERRE ET LA SANTÉ DE L'ÉTAT

pauvres conscrits, ceux qui sont restés sur le champ de bataille, ceux qui reviennent pauvres et méconnaissables. Elles parlent des réfractaires, des déserteurs, qui doivent vivre en marge de l'État parce qu'ils ont « refusé de la faire ».

Les conscrits, les soldats de métier, les mercenaires s'affrontent, sont blessés, tués, meurtris à jamais, sur tous les champs de bataille. Mais c'est l'État qui fait la guerre, et la guerre qui fait l'État⁶, qui fait la soumission à l'État et son unité.

Nous appartenons aux lois que nous avons érigées pour nous protéger et qui nous oppriment. Nous ne sommes plus que les choses de cette antinomique abstraction, l'État, qui fait que chaque individu est esclave au nom de la volonté de tous, lesquels tous, pris isolément, voudraient le contraire exact de ce qu'on leur fera faire.⁷

6. Charles Tilly,
« La guerre et la
construction de l'État
en tant que crime
organisé », *Politix*,
n°49, 2000.

7. Le romancier
Edouard Rod, cité par
Louis Bertoni, *Face à
la guerre*, Genève,
1940.

8. Voir dans ce
numéro l'article
d'Edouard Jourdain.

9. Eugen Relgis,
Wege zum Frieden,
Heide-in-Holstein,
1932. Version fran-
çaise partielle : *Les
Voies de la paix*, avec
un avant-propos de
Romain Rolland et une
préface de Gérard
de Lacaze-Duthiers ;
Paris, Bibliothèque
de l'Artistocratie,
LXIX, 1936.

10. Max Nettlau,
*La Paix mondiale et
les conditions de sa
réalisation*, Paris, La
Brochure mensuelle
102, juin 1931.

GUERRE ET PAIX

Les États prétendent toutefois faire la paix, signent des pactes, créent des organisations supra-nationales, disent le droit international⁸. Peu après que le pacte Briand-Kellogg avait « mis la guerre hors la loi » en 1928, plusieurs efforts se firent jour pour aller plus loin encore dans ce sens. Un jeune libertaire roumain lança à travers le monde une vaste enquête sur l'opportunité de fonder une Internationale pacifiste, « fédération suprême, apolitique, de tous les groupements qui luttent pour la paix ». Il reçut quelque 160 réponses d'écrivains, de philosophes, de militants, la plupart convaincus par cette initiative, certains exprimant des réserves⁹. Inutile de dire qu'aucune Internationale pacifiste ne sut fédérer les efforts en faveur de la paix ni empêcher les guerres à venir. L'historien Max Nettlau alla jusqu'à rédiger une brochure d'une trentaine de pages pour développer sa critique¹⁰ :

Cette pauvre paix que tous professent d'aimer et de respecter si profondément est une vraie loque, qu'on affirme toujours menacée, précaire, chancelante, sûre d'être sacrifiée tôt ou tard, et sa défense sérieuse, le plus grand des crimes une fois que les dominateurs ont proclamé la guerre, est mal vue aussi auparavant, puisque des sentiments pacifistes généreux pourraient faire tort à cette chère guerre qu'on prétend faire précisément pour conquérir la paix – et ainsi de suite.

Le pacifisme n'est pas nécessairement une réponse adéquate à la guerre. Il ne peut pas être confondu avec la résistance à la guerre, résistance qui peut prendre les formes les plus diverses, de l'action directe non violente à la guérilla.

Il y aura des flonflons, des drapeaux et des képis, l'an prochain, pour le centenaire de la Première mondiale. Il y aura des larmes de crocodile, des déclarations en faveur de la paix et de l'entente entre les peuples. Il y aura, comme depuis près d'un siècle, un silence de plomb sur les mutins de Craonne et d'ailleurs, sur les fusillés pour l'exemple, sur tous ceux qui ont dit non – les hommes au front, les femmes au village et à la ville, à l'usine et à la cuisine.

LES ANARCHISTES ET LES GUERRES

On voudrait pouvoir dire que les anarchistes, si divers soient-ils, ont toujours été opposés à toute guerre, expression suprême de l'État et de son monopole de la force et du droit. Ce ne sont pas les citations qui manquent, ni les exemples de courage individuel ou collectif. Mais il s'est trouvé naguère des libertaires pour approuver le droit d'ingérence et l'intervention de l'OTAN en Serbie et au Kosovo, comme il s'en est trouvé pour soutenir des luttes armées de libération nationale. Si elle a toujours été minoritaire, cette position côtoie depuis longtemps la position antimilitariste plus classique chez les anarchistes.

En février 1915, plusieurs anarchistes résidant à Londres publiaient en placard un texte, *L'Internationale anarchiste et la guerre*, et trouvaient le soutien de grands noms de l'anarchisme d'alors, Alexander Berkman et Emma Goldman, Louis Bertoni et Carlo Frigerio, Errico Malatesta, Alexandre Schapiro, Pedro Vallina, Saul Yanovsky... Le texte déclarait notamment :

La guerre était inévitable ; d'où qu'elle vînt, elle devait éclater. Ce n'est pas en vain que depuis un demi-siècle on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l'on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. À perfectionner constamment le matériel de guerre, à tendre continûment tous les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille plus à la paix. Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement. Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives...



Un an plus tard y répondait le *Manifeste des Seize*, espèce de brûlot belliciste anti-allemand diffusé en février 1916 par des hommes comme Jean Grave, Pierre Kropotkine, Paul Reclus, Christian Cornelissen et quelques autres¹¹.

En 1916, Kropotkine n'en était pas à son coup d'essai. Géographe, historien, théoricien de l'entraide, ami intime d'Elisée Reclus, c'est un des auteurs anarchistes les plus lus pour ses théories généreuses et sa morale ouverte, ses brochures ont été diffusées à des dizaines de milliers d'exemplaires dans les principales langues européennes. On a pu dire de Karl Marx qu'il était anti-Russe et « pangermaniste »; ne cachons pas que Kropotkine n'aimait pas les Allemands. En 1905, il répondait comme suit aux questions d'un journal bourgeois¹² :

Si les Allemands viennent envahir la France, marchant, comme ils sont sûrs de le faire, à la tête d'une forte coalition et forçant la main aux États limitrophes (la Belgique, la Suisse), alors la grève des conscrits ne suffira pas. Il faudra faire comme faisaient les sans-culottes en 1792, lorsqu'ils constituèrent dans leurs sections la commune révolutionnaire du 10 août, culbutèrent la royauté et l'aristocratie, levèrent l'impôt forcé sur les riches, forcèrent la Législative de faire les premiers décrets effectifs sur l'abolition des droits féodaux et la reprise par les paysans des terres communales, et ils marchèrent défendre le sol de la France tout en continuant la Révolution.

Défendre le sol de la France ? La réplique lui était donnée immédiatement par un propagandiste aujourd'hui bien oublié, Charles-Albert¹³ :

Kropotkine nous demande d'être en même temps des révolutionnaires antimilitaristes et des nationalistes révolutionnaires. Comment ne se rend-il pas compte qu'une telle attitude est pratiquement insoutenable ? [...] Notre antimilitarisme serait à la merci d'une discussion plus ou moins heureuse sur le meilleur système de défense. Et nous ne le voulons pas. Il faut accepter la guerre avec toutes ses conséquences, ou il faut regarder en face l'idée de la défaite. Car il n'y a pas en réalité de conciliation possible. [...] Grève des conscrits, et adienne que pourra !

11. Voir à ce sujet Nico Berti, « Note d'histoire sur la Première Guerre mondiale », *Réfractations* n°4, 1999. Étrangement, ce texte est plus connu que le premier, qui est même considéré comme une réponse alors qu'il lui est antérieur d'un an.

12. *Le Temps*, Paris, cité par Charles-Albert in *Les Temps Nouveaux*, Paris, 11 novembre 1905.

13. *ibid.*

D'autres libertaires ne se sont pas satisfaits de dire « Grève des conscrits, et adviene que pourra »: le revirement des socialistes en 1914 est resté longtemps dans les mémoires. C'est la néerlandaise Clara Meijer-Wichmann qui l'exprimait, par exemple, en 1928¹⁴ :

Dans les assemblées, on répète sans cesse aux auditeurs que le désarmement de la bourgeoisie ne pourra réussir que par l'armement du prolétariat. Et il n'y a que les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes, toujours méprisés, pour faire de la propagande pour d'autres moyens de lutte, bien plus efficaces, bien plus révolutionnaires et proprement prolétaires : le désarmement de la bourgeoisie par la grève chronique de toute fabrication et de tout transport de munitions, d'uniformes de soldats, etc. Ce refus des travailleurs, qui heureusement est déjà répandu dans la métallurgie, qui est devenu réalité à Turin et ailleurs, ne pourrait-il pas servir des plans bien plus progressistes si tous les révolutionnaires faisaient de la propagande dans ce sens ?

En août 1943, André Arru était arrêté à Toulouse et l'affiche qu'il venait d'imprimer¹⁵ était saisie avant de pouvoir être collée :

Prolétaire, en 1919, en 1936, tu criais : MORT AUX VACHES ! En 1943, ne crie plus : AGIS. Crève-les TOUTES : qu'elles portent en grelot une croix gammée, une étoile rouge, l'Ordre de la Jarretière, la Croix de Lorraine ou une francisque.

Louis Mercier, un des observateurs les plus attentifs des réalistes internationales d'un point de vue anarchiste, concluait dans le même sens, mais plus élégamment, un de ses derniers articles¹⁶ :

Dans la plupart des cas, le choix d'un camp est déterminé par le sentiment d'impuissance chez le militant. [...] Or il ne s'agit pas d'être neutre mais de refuser les règles d'un jeu qui n'est pas le nôtre. [...] Nul ne fera notre jeu si nous ne le menons pas nous-mêmes.

GUERRE ET VIOLENCE, REFUS ET RÉSISTANCE

« C'est un des principaux intérêts de la guerre pour ceux qui la déclenchent : elle écrase tout, et particulièrement toute forme de débat critique dans les pays impliqués », écrivait le mensuel de

14. in *Gewalt und Gewaltlosigkeit, Handbuch des aktiven Pazifismus*, rédigé pour l'Internationale des résistants à la guerre par Franz Kobler ; Zurich et Leipzig, Rotapfel Verlag 1928.

15. Reproduite notamment sur le site raforum.info.

16. « Hors-jeu international et jeu internationaliste », in *Interrogations* 11, 1977. Voir aussi les actes du colloque *Présence de Louis Mercier*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1999.

l'Organisation communiste libertaire, *Courant alternatif*¹⁷, lors de la guerre de 1999 dans les Balkans.

Nos compagnes et compagnons réfractaires à la guerre d'Algérie¹⁸ ont bien constaté la difficulté de lancer le débat. Le problème vient du fait qu'on parle de guerre et de violence, de paix et de non-violence. Est-ce là que se situe le débat ? Il ne s'agit pas de termes du même ordre.

Poser la question de l'agressivité, de la violence, leur opposer la coopération, l'entraide, les rapports sociaux pacifiques, les techniques non violentes, ouvre un débat important et nécessaire. Mais si la guerre est possible, ce n'est pas parce que les hommes seraient violents ou que l'agressivité serait dans la nature humaine. (Il pourrait d'ailleurs s'agir du sujet d'un autre article.) Et si la guerre entre États est une ancienne antienne, on ne peut pas en induire que la paix entre États serait le fin mot de la civilisation.

Nous ne pouvons qu'être réfractaires à la guerre, réfractaires à l'État, dans un seul et même mouvement.

17. Mai 1999, éditorial.

18. Voir Erica Fraters, *Les réfractaires à la guerre d'Algérie 1959-1962*, Paris, Syllepse, 2005.

Marianne Enckell

